

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

02 MARS 1994

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3^{ème} BUREAU :

N° REF : AD/SC

TEL : 40-97-23-56

AFFAIRE SUIVIE PAR : Melle DOUERIN

D n° 4 623 A

DAG.3 - 93 078

LE PREFET DES HAUTS-de-SEINE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la loi n° 64-245 du 16 décembre 1964 relative au régime des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment son article 6-3°,
- VU la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux complétée par la loi n° 88-1261 du 30 décembre 1988,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 et notamment son article 20,
- VU le décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier,
- VU le décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987 relatif au déversement des détergents dans les eaux superficielles souterraines et de mer dans les limites territoriales ainsi qu'à la mise en vente et à la distribution de ces produits,
- VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'ordonnance de M. le Préfet de Police n° 70-15188 du 16 février 1970 relative à l'affichage dans les immeubles de plans et de consignes de sécurité pour le cas d'incendie,
- VU la circulaire du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau,
- VU la demande présentée par la Société SOCAR dont le siège social est à SAINT-MANDE, 5, avenue du Général de Gaulle, représentée par M. RENARD, Directeur d'exploitation de l'établissement de NANTERRE, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris, une extension notable d'une installation classable sous la rubrique suivante :

- 330 : "Fabrication du papier et du carton".

Activité soumise à Autorisation.

- VU les plans et documents fournis à l'appui de cette demande,
- VU l'arrêté préfectoral du 26 août 1992 soumettant la demande d'autorisation à une enquête publique ouverte en mairie de Nanterre, du 5 octobre au 5 novembre 1992,
- VU le registre d'enquête et l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 10 novembre 1992,
- VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipeement en date du 22 septembre 1992,
- VU l'avis de M. le Général, commandant la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris en date du 28 septembre 1992,
- VU l'avis de M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, en date du 16 octobre 1992,
- VU l'avis de la Direction de l'eau et de l'assainissement (SATESE) en date du 17 décembre 1992,
- VU l'avis du Service de la navigation de la Seine en date du 25 janvier 1993,
- VU la délibération du Conseil municipal de CARRIERES-sur-SEINE en date du 20 octobre 1992,
- VU la délibération du Conseil municipal de Nanterre en date du 19 novembre 1992,

.../...

VU le rapport de M. l'Inspecteur général, chef du Service technique interdépartemental d'inspection des installations classées en date du 13 septembre 1993,

- estimant qu'il peut être fait droit à cette requête,
- qu'il y a lieu de prescrire des conditions complémentaires,
- portant révision de classement sous les rubriques suivantes :
 - 3/1° : "Ateliers de charge d'accumulateurs, lorsqu'il s'agit de charges ordinaires sur des accumulateurs n'ayant pas de plaques à reformer, la puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 2,5 Kw".
 - 261 bis/C : "Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables de la 2ème catégorie, le débit maximum de l'installation étant supérieur à 3 m³/h mais inférieur à 60 m³/h".
 - 333/3°/b : "Préparation de la pâte à papier au moyen de vieux papiers par trituration mécanique, si les vieux papiers sont triés avant l'emploi".
 - 361/B/2° : "Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, si la puissance absorbée est supérieure à 50 Kw, mais inférieure ou égale à 500 Kw".
 - 385 quater/2°/b : "Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées, contenant des radio-éléments du groupe II - activité totale égale ou supérieure à 0,1 curie (3.700 mégabecquerels) mais inférieure à 10 curies (370 gigabecquerels)".

Activités soumises à déclaration.

- 355/A : "Polychlorobiphényles, polychloroterphényles". Composants, appareils et matériels imprégnés en exploitation et dépôts de produits neufs, contenant plus de 30 litres de produits".

Activité soumise à Déclaration (antérieure au décret de classement).

- 1510/2 : "Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 T dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³".

Activité soumise à Déclaration (antérieure au décret de classement).

.../...

- 253/D : "Dépôts aériens de liquides peu inflammables, fuel (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives, représentant une capacité nominale totale supérieure à 1500 m³".

Activité soumise à Autorisation (antérieure au décret de classement)

- 153 bis/A/1° - "Combustion lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel, si la puissance thermique maximale de l'installation (quantité maximale de combustible, exprimée en P.C.I. susceptible d'être consommée par seconde) est supérieure ou égale à 20 Mw".

- 329 - "Dépôts de papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes".

Activités soumises à Autorisation.

VU - la lettre en date du 7 octobre 1993 informant le responsable de la Société SOCAR des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

VU - l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène Publique en date du 3 Novembre 1993, SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

A R R E T E

Article 1er - La Société SOCAR, dont le siège social est à SAINT-MANDE, 5 Avenue du Général de Gaulle, est autorisée à exploiter à NANTERRE, 109 Avenue de la Commune de PARIS, une extension d'une installation classable sous la rubrique suivante :

-330 "Fabrication du papier et du carton".

Activité soumise à AUTORISATION.

Article 2 - L'exploitation de ces installations est subordonnée à la stricte observation des conditions suivantes :

../..

A DISPOSITIONS GENERALES

1/

Les installations seront construites et exploitées conformément aux prescriptions du présent arrêté et aux 3 plans numérotés 800.071 repères 4, 18, 22 en date du 27/3/92.

Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés antérieurs à l'exception de l'arrêté du 17 avril 1989 réglementant la chaufferie qui reste applicable.

Toutes modifications apportées par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage, entraînant un changement notable des conditions d'exploitation, devront être portées à la connaissance du Préfet, pour avis, avant leur réalisation.

Le responsable de l'établissement sera tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait de l'exploitation des activités qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients à l'un des intérêts visés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En cas d'incident ou d'accident grave (pollution des eaux, incendie,...), l'exploitant devra, à la demande du Service d'Inspection des Installations Classées, adresser au Préfet un document explicitant les circonstances de l'incident ou accident, évaluant leurs conséquences sur l'environnement, précisant les mesures mises en oeuvre pour réduire les effets sur l'environnement et indiquant les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu de remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Bruit:

2/

Les installations classées seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la

mesurer les effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront de vérifier la conformité de l'installation.

En tout point des limites de l'établissement, le niveau acoustique résultant de l'activité des installations, ne devra pas dépasser :

- 70 dB(A), le jour de 7 heures à 22 heures (jours ouvrables)
- 65 dB(A), en période intermédiaire soit:
 - de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures (jours ouvrables)
 - de 6 heures à 22 heures les dimanches et jours fériés
- 60 dB(A), la nuit, tous les jours de 22 heures à 6 heures

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Pollution des eaux:

3/

Les eaux résiduaires provenant de l'établissement seront évacuées conformément aux dispositions réglementaires applicables aux installations classées.

4/

Le point de rejet des eaux issues de la production se fera dans l'égoût de l'avenue de la Commune de Paris, muni à son extrémité d'une station biologique de traitement des eaux; les rejets ne devront pas nuire à la conservation et à la gestion du réseau.

Le réseau de collecte des effluents devra être modifié de façon à séparer les eaux pluviales des eaux polluées. Les eaux vannes seront rejetées à l'égoût.

Les eaux polluées, transiteront par une station de traitement avant rejet à l'égoût.

La canalisation de rejet des eaux industrielles dans le réseau d'assainissement devra avoir un diamètre suffisant pour permettre une évacuation des eaux industrielles sans risque de débordement en Seine.

Toutes dispositions seront prévues pour permettre d'effectuer les prélèvements et contrôles des effluents liquides avant leur rejet.

5/

L'installation de traitement des eaux résiduaires devra être conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient ou de canalisation, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions applicables aux installations classées.

7/

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la poussée des fluides.

Pour les stockages de récipients d'une capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à:

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions garantissant la protection de l'environnement ou doivent être éliminés comme des déchets.

Sont notamment visés:

- la cuve de stockage de floculant;
- le stockage d'eau de javel;
- le stockage de lubrifiants;
- les transformateurs à huile.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes contenant des liquides polluants ou dangereux doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le stockage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doit être effectué sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

8/

Tous les appareils, capacités, circuits utilisés pour une fabrication ou un traitement de quelque nature que ce soit, raccordés à un réseau d'eau potable, devront être dotés d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger ce réseau d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens de l'écoulement de l'eau.

9/

Conformément au décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987 (Journal Officiel du 30 Décembre 1987) les détergents utilisés seront biodégradables à 90 % .

10/

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

11/

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

L'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement des eaux doit être évitée.

Transmission des résultats d'autosurveillance:

12/

Les résultats de ces analyses seront consignés sur un support prévu à cet effet et seront transmis périodiquement à l'Inspection des Installations Classées sous forme d'un rapport précis et exploitable par les services concernés; les conditions de prélèvement des échantillons, les méthodes d'analyses seront notamment détaillées.

Les données relatives à la production seront mentionnées dans le rapport.

Les résultats des mesures seront accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Pour les paramètres mesurés en continu, l'exploitant devra évaluer la valeur moyenne de ces paramètres sur un jour; lors de la transmission des résultats de l'autosurveillance, le rapport devra faire apparaître les valeurs moyennes des ces paramètres sur un mois.

Le rapport d'autosurveillance des eaux rejetées à l'égout sera transmis chaque mois; pour l'autosurveillance des eaux rejetées en Seine, la fréquence sera trimestrielle.

Installations électriques:

13/

Les installations électriques seront établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'installation électrique devra être conforme aux spécifications de la norme française C 15 100.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O.-N.C., du 30 avril 1980).

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives.

En dehors de ces zones l'installation doit être réalisée avec du matériel normalisé.

Déchets:

14/

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs), pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils seront éliminés conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération de matériaux, et de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle du circuit d'élimination des déchets générateurs de nuisance.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant devra mettre au point une politique de gestion des déchets afin de favoriser au maximum leur recyclage et leur valorisation.

15/

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles, des infiltrations dans le sol, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Incendie:

16/

Il est interdit de fumer et de pénétrer avec une flamme ou un feu nu dans les locaux et au niveau des aires extérieures présentant un risque d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents près des accès à ces zones.

Tous travaux de réparation et d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désigné. Des visites de contrôle seront réalisées à la fin des travaux et avant la remise en service de l'installation.

17/

Un plan de lutte contre l'incendie est élaboré par l'exploitant en collaboration avec les services de secours concernés. Ce document devra être maintenu à jour.

L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, attaque du feu,...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans les lieux fréquentés par le personnel.

18/

Les voies reliant les différents ateliers et dépôts devront être constamment dégagées afin de permettre l'intervention de moyens de secours motorisés en cas d'accident grave.

19/

Les bâtiments seront pourvus de moyens de secours contre l'incendie appropriés tels que postes d'eau, lances, extincteurs, seaux de sable,... Les moyens de secours seront disposés de façon bien visible et leur accès sera maintenu constamment dégagé.

Leur fonctionnement sera vérifié périodiquement, ils seront protégés du gel éventuel. Le personnel sera entraîné à leur manoeuvre.

L'usine disposera d'un réseau hydraulique d'incendie alimentant en eau brute (eau de Seine) 10 poteaux d'incendie conformes aux normes françaises S61-211 ou S61-213.

20/

On répartira près des accès et dans les dégagements des extincteurs appropriés aux risques à combattre à raison de 18 litres de produit extincteur ou équivalent, par 200 m² de surface. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne devra pas dépasser 20 m.

On disposera des extincteurs à CO₂ près du tableau général électrique et à proximité des appareils présentant des risques d'origine électrique.

21/

On installera des R.I.A. (Robinetts d'Incendie Armés) de 40 mm conformément aux normes françaises S61-201 et S62-201.

22/

L'exploitant affichera d'une façon indestructible près des appareils téléphoniques les renseignements relatifs aux modalités d'appel des secours.

Modalités d'appel des sapeurs-pompiers:

Centre de secours territorialement compétent:

- adresse: 20 rue de Stalingrad 92000 Nanterre

- téléphone: le 18 ou à défaut le 47 21 23 79 (attention, ce numéro peut changer, il importe de le vérifier fréquemment).

23/

Les plans des locaux et des installations seront affichés près des accès de l'établissement (Ordonnance du Préfet de Police en date du 16 février 1970).

24/

Les conduits contenant des fluides seront repérés conformément à la norme française X 08-100.

Les dispositifs de coupure placés sur ces conduits seront signalés de façon bien visible.

25/

Une plaque indicatrice de manoeuvre sera installée, d'une façon indestructible près:

- des commandes des dispositifs d'évacuation des fumées
- des barrages intérieurs et extérieurs du gaz
- de l'interrupteur général du courant électrique.

26/

On effectuera une ronde de sécurité incendie au moment de la cessation du travail et dans la demi-heure qui suit le départ du personnel.

B DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA FABRICATION DE PAPIER ET CARTON

27/

L'usine dispose d'une machine pour la production de papier pour ondulé dont la capacité ne dépassera pas 600 tonnes par jour de papier.

Le papier fabriqué est constitué à plus de 90 % de vieux papiers.

28/

Les canalisations de transport de fluides doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour et daté.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

29/

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage de liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes:

- si leur pression de service est inférieure à 0.3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression au moins égale à 5 cm d'eau;

- si leur pression de service est supérieure ou égale à 0.3 bar, les réservoirs doivent:

- porter l'indication de la pression maximale autorisée en service;

- être muni d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1.5 fois la pression en service.

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

Ces réservoirs doivent être équipés de manière à ce que leur niveau puisse être vérifié à tout moment; toutes dispositions doivent être prises pour empêcher les débordements en cours de remplissage.

30/

Les eaux de fabrication devront être recyclées le plus possible dans la mesure des contraintes de qualité de fabrication.

31/

Les installations de prélèvement d'eau en Seine doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le volume prélevé doit être relevé quotidiennement. Ces résultats doivent être archivés.

32/

Le réseau de collecte interne à l'établissement sera réalisé sur le mode séparatif.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ils ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement de la station d'épuration.

Le plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc, doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours. Ce plan doit être régulièrement mis à jour et daté.

33/

Les eaux de refroidissement seront recyclées en priorité, en accord avec les dispositions de l'instruction du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.

34/

Les boues provenant du traitement des eaux résiduairees seront recyclées en production. En cas d'impossibilité elles seront éliminées conformément aux dispositions du présent arrêté, relatives à l'élimination des déchets visées aux articles 14 et 15.

35/

Des dispositions seront prévues, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement de pâte, de produits chimiques, etc, ainsi que des égouttures diverses provenant d'opérations normales ou exceptionnelles effectuées sur les circuits de la machine à papier.

36/

La préparation et la manipulation des adjuvants (colles, résine, colorants, amidon, etc...) de même que leur introduction sur machine seront effectuées à l'aide d'installations fixes. Le sol des emplacements où ces dernières seront regroupées sera aménagé de façon à pouvoir contrôler toute fuite accidentelle.

37/

Des dispositions seront prises pour le recyclage des fuites éventuelles de ces produits.

38/

Les déchets de papier (rognures, cassés, etc) seront récupérés au maximum afin d'être immédiatement ou ultérieurement revalorisés.

39/

Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers, etc..., ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

40/

La préparation de la pâte à papier se fera par trituration mécanique de vieux papiers; la conception et la fréquence d'entretien de l'installation devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

Conditions de rejet en Seine:

41/

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci.

42/

L'ouvrage de rejet est situé sur la commune de Nanterre:

- Côte NGF : 18.62
- Rivière : Seine
- P.K. : 41.440
- Rive : gauche, bras gauche
- Conduite circulaire, diamètre 1 000 mm

43/

L'effluent sera composé d'eaux pluviales et d'eau de refroidissement.

En aucun cas les boues des purges des décanteurs ne seront admises en Seine. Ces boues devront être éliminées conformément aux dispositions du présent arrêté, relatives à l'élimination des déchets.

En cas d'incident présentant un risque de rejet dans le milieu naturel, le Service de la Navigation de la Seine (Subdivision de Bougival) devra être immédiatement averti.

44/

a) Prescriptions générales

L'effluent devra respecter les normes de rejet suivantes:

- température inférieure à 28°C;
- pH compris entre 6 et 8;
- couleur: la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur;
- substances capables d'entraîner la destruction du poisson: l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction et la qualité alimentaire du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres en aval du point de rejet et à 2 mètres de la berge.
- odeurs: l'effluent ne dégagera aucune odeur; il n'en dégagera pas non plus après 5 jours d'incubation à 20 °C;
- hydrocarbures: les effluents rejetés ne devront pas contenir d'hydrocarbures en quantité susceptible de provoquer l'apparition d'un film visible à la surface de l'eau à l'aval immédiat du rejet ou sur les berges et ouvrages situés à proximité. A cet effet, il devra être procédé à un déshuilage poussé des effluents avant rejet, et toutes précautions utiles devront être prises pour éviter le rejet accidentel d'huiles.

b) Prescriptions particulières:

b-1) Par temps sec:

DEBITS:

débit maximal	volume ne pouvant être dépassé:	
instantané:	pendant 2 heures consécutives:	450 m3
500 m3/h	pendant 24 heures consécutives:	5470 m3

Les conditions ci-dessus correspondent à un jour normal; lors du jour de pointe E.D.F. le débit maximum pourra être porté à 31 370 m3/jour.

CONCENTRATIONS:

Les concentrations en MES, DCO, DBO5, NH4+, devront être voisines de celles de la Seine au droit de la prise d'eau de l'usine.

b-2) Par temps de pluie:

Les concentrations indiquées ci dessus ne devront pas être dépassées.
Les flux ne seront pas majorés de plus de 10 % par rapport au temps sec.

Contrôle des installations de rejet, des effluents, des eaux réceptrices:

45/

L'exploitant est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics habilités, notamment ceux du Service de la Navigation de la Seine, doivent constamment avoir libre accès aux installations de rejet autorisées.

Les mesures de contrôle des eaux doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision. La canalisation de rejet d'eau doit être aménagée en conséquence, elle doit être munie d'un dispositif de mesure de débit agréé par l'Administration.

Le dispositif de mesure de débit sera de préférence installé dans un chenal ouvert et devra permettre l'application d'une relation hauteur/débit que l'industriel devra porter à la connaissance des Services chargés de la Police des Eaux.

L'accès au point de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

Contrôle par l'Administration:

Un contrôle des effluents, effectué par des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices sera opéré selon le programme suivant:

1) conformément au programme annuel ci-après:

Dans la limite de 3 contrôles par an, instantanés, sur 24 heures ou 2 heures dans les effluents proprement dits et dans le milieu récepteur au voisinage du rejet, à 2 mètres de la berge.

2) Hors programme, en tant que de besoin, par des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les analyses pourront concerner notamment le pH, la température, les M.E.S., la D.C.O., la D.B.O.5, l'ion ammonium.

La prise d'échantillons nécessaires des effluents et eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par l'article 6-3° de la loi du 16 décembre 1964 et par les textes pris pour son application, sont à la charge de l'industriel, si ces opérations sont effectuées dans le cadre du programme ci-dessus ou en cas d'infraction.

46/

L'exploitant est tenu d'effectuer des contrôles mensuels portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 45-2 pour apprécier la qualité du rejet au regard de la protection de l'environnement.

Ces contrôles seront effectués sur un échantillon moyen sur 24 heures représentatif du rejet en Seine.

Le débit du rejet en Seine sera mesuré en continu; le dispositif permettant la mesure du débit sera implanté sur la canalisation de rejet en un point représentatif de la totalité des effluents rejetés.

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront reportées les valeurs des débits journaliers.

L'exploitant est tenu d'adresser, tous les 3 mois, à l'Inspection des Installations Classées, et au Service de la Navigation de la Seine, un compte-rendu des résultats de l'autosurveillance. Le rapport doit être exploitable; il doit préciser les conditions des mesures, les méthodes d'analyse et doit être dûment commenté.

Normes de rejet en réseau:

47/

Les eaux résiduaires rejetées en égout ne devront pas dépasser les normes suivantes:

- débit inférieur à 5000 m³/jour
- pH compris entre 5.5 et 9
- température inférieure à 30°C
- MES inférieure à 500 mg/l
- DBO₅ inférieure à 1250 mg/l
- DCO inférieure à 2500 mg/l
- rapport DCO/DBO₅ inférieur à 2.5
- concentration en sulfates inférieure à 2 g/l.
- concentration en métaux totaux inférieure à 15 mg/l et:

plomb	zinc	fer	chrome	aluminium
0.5 mg/l	2 mg/l	5 mg/l	1 mg/l	5 mg/l

- teneur en hydrocarbures : 10 ppm, par la méthode des hydrocarbures totaux (NFT 90.203)

Flux spécifiques:

Le rejet des eaux industrielles devra être conforme, en moyenne journalière, aux normes suivantes exprimées en kg par tonne de papier produite:

MES	4.5
DBO5	10
DCO	25

Autosurveillance:

48/

Les installations de collecte et de traitement des eaux résiduaires de l'établissement seront périodiquement vérifiées et maintenues en bon état de fonctionnement.

L'exploitant effectuera des contrôles fréquents de la qualité des eaux résiduaires.

Le débit de rejet à l'égoût sera mesuré en continu; le dispositif permettant la mesure du débit sera implanté sur la canalisation de rejet en un point représentatif de la totalité des effluents rejetés.

Le débit journalier sera consigné sur un support prévu à cet effet.

49/

Le pH des effluents sera mesuré en continu.

Les rejets en MES, DBO5 et DCO seront mesurés quotidiennement sur un échantillon moyen sur 24 heures représentatif du rejet à l'égoût.

La mesure du COT (Carbone Organique Total) sera réalisée en continu.

Lorsqu'une bonne corrélation aura pu être établie entre les mesures de COT et de DCO ou de DBO5, sur une durée d'au moins un an, les mesures de DCO ou de DBO5 pourront être réalisées moins fréquemment, en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Les mesures de la concentration en métaux totaux et en métaux mentionnés à l'article 47 seront réalisées 2 fois par mois, sur un échantillon moyen sur 24 heures; en fonction des résultats de l'autosurveillance et sur accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ces paramètres pourra être réduite, après une période d'essai d'un an au moins.

50/

Ces contrôles seront effectués avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'établissement (eaux pluviales, eaux vannes...) non chargés de produits toxiques.

Ils seront effectués sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte.

51/

Les résultats de l'autosurveillance des eaux rejetées à l'égoût seront transmis une fois par mois à l'Inspection des Installations Classées.

Stockage des vieux papiers:

52/

Le stockage des vieux papiers sera réalisé sur une aire spécifique, d'une surface totale de 21 600 m², éloignée d'au moins 10 m des bâtiments d'exploitation, et de 8 m de la clôture de l'établissement. Le stockage sera réparti en îlots d'une capacité inférieure à 1000 tonnes. La hauteur du stockage sera au plus de 6 m. Les îlots seront isolés entre eux par des allées de communication d'une largeur minimale de 10 m.

53/

L'aire de stockage devra être régulièrement nettoyée afin de limiter au mieux l'envol de vieux papiers.

Les aires extérieures de stockage seront éclairées durant la nuit.

54/

Les eaux provenant des stockages de vieux papiers devront transiter par les installations de traitement avant rejet.

55/

Le stockage sera doté de moyens de lutte contre l'incendie judicieusement répartis.

On installera, à proximité du stockage, un appareil d'incendie de 100 mm conforme aux normes françaises S61-211 ou S61-213, muni d'un regard de vidange raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.

Stockage des produits finis:

56/

Le stockage des bobines de papier se fera dans un bâtiment à simple rez-de-chaussée. Les aires de remisage seront matérialisées au sol.

57/

On aménagera, en partie haute du bâtiment, des ouvertures pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Celles-ci occuperont une surface utile égale à 2% de la surface au sol. Les fenêtres et châssis vitrés peuvent intervenir pour le calcul de cette surface sous réserve:

- qu'ils soient situés dans le tiers supérieur des parois;
- qu'ils soient dotés d'un dispositif d'ouverture rapide facilement manœuvrable depuis le plancher du local.

58/

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point du bâtiment ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles, et 25 m dans les parties formant cul de sac.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront munies de fermetures et équipées de barre anti-panique. Leur accès sera balisé et maintenu constamment dégagé.

On installera des R.I.A. (Robinetts d'Incendie Armés) de 40 mm, conformément aux normes françaises S61-201 et S62-201.

A proximité du magasin à bobines, on plantera un appareil d'incendie de 100 mm conforme aux normes françaises S61-211 ou S61-213, muni d'un regard de vidange raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.

D DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU STOCKAGE DE FUEL LOURD

60/

Le dépôt est constitué de 3 cuves aériennes:

- 2 cuves de 2000 m3,
- 1 cuve de 1000 m3.

61/

Le dépôt devra être doté d'une cuvette de rétention étanche, d'un volume minimal de 2500 m3. Cette cuvette doit être spécifique au stockage de fuel.

Les parois de la cuvette de rétention devront avoir une stabilité au feu de degré 4 heures.

62/

Les eaux collectées dans cette cuvette devront transiter par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'assainissement.

L'aire de remplissage des cuves devra être conçue et aménagée de telle sorte qu'à la suite d'un incident le produit répandu ne puisse se propager ou polluer les eaux.

63/

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume de liquide contenu.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement des réservoirs.

Le remplissage des réservoirs devra se faire en présence d'une personne habilitée. Il appartient à l'exploitant de s'assurer avant chaque remplissage d'un réservoir que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer.

64/

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

65/

En dehors des périodes d'utilisation ou de remplissage des réservoirs ceux-ci devront être en sécurité, les vannes d'entrée et de sortie de produit fermées.

66/

La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

67/

A proximité du dépôt sera constitué un dépôt de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

68/

A proximité du dépôt on plantera un appareil d'incendie de 100 mm conforme aux normes françaises S61-211 ou S61-213, muni d'un regard de vidange raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.

F TRANSFORMATEURS CONTENANT DES PCB

69/

L'usine comprendra 7 postes de transformation et une batterie de condensateurs contenant des PCB.

Ils seront aménagés et exploités conformément aux prescriptions de l'Arrêté Type relatif à la rubrique 355/A.

En cas d'élimination des postes, l'article 14 du présent arrêté devra être respecté.

G AUTRES INSTALLATIONS

70/

Les installations classées sous les rubriques 3/1°, 261bis/C, 361/B/2°, 385quater/2°/b, soumises à déclaration, seront exploitées conformément aux prescriptions des arrêtés-types correspondants.

H HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

71/

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II, titre III, (parties législatives et réglementaires) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

I DELAIS D'APPLICATION

72/

La séparation des réseaux et l'amélioration du recyclage de l'eau devront être réalisées au plus tard le 30 septembre 1994.

La mise en place du traitement final des eaux résiduaires et le respect des normes de rejet en égoût devront être effectifs au plus tard le 31 août 1995.

L'exploitant devra rendre compte au Préfet, tous les 6 mois à partir de la notification du présent arrêté, de l'état d'avancement des travaux de mise en conformité.

ARTICLE 3 : Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en exploitation.

ARTICLE 4 : La présente autorisation sera périmée si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives sauf dans le cas de force majeure.

ARTICLE 5 : L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'Hygiène et de la Sécurité des Travailleurs.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et de toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements et notamment celle de bâtir.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de NANTERRE et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté sera affiché :

- d'une part, à la mairie de NANTERRE, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois,
- d'autre part, de façon visible et permanente, dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la Société SOCAR.

Un avis sera inséré par les soins des services préfectoraux et aux frais de l'exploitant dans plusieurs journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 8 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,
M. le Sous-Préfet de NANTERRE,
Mme le Sénateur-Maire de NANTERRE,
M. le Maire de CARRIERES-sur-SEINE,
M. le Chef du Service de la Navigation de la Seine,
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Police Nationale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 02 MARS 1994

Pour Ampliation



Pour le Préfet et par Délégué
l'Attaché, Chef de Bureau

LE PREFET,

Pour le Préfet des Hauts-de-Seine
Le Secrétaire Général

Monique THOMAS

Christian de LAVERNEE

